

MARDI 14 JUIN 2016

L'ECONOMISTE



LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

EDITORIAL

Normes

LA pression de l'opinion publique a été assez forte pour que le gouvernement mobilise ses services de police contre les fraudes au bac.

Il faudra sans doute mener de telles opérations durant plusieurs années et ce, sans faux pas, avant que la norme soit enfin rétablie. Et aussi que les personnes majeures, auteurs ou complices, soient publiquement punies. Avec circonstances aggravantes si les fautifs appartiennent à l'Education nationale. La publicité de la sanction est là plus importante que la sanction.

Une reconstruction normative est souvent à ce prix.

Certes, nombreux sont ceux qui vont trouver que le prix est disproportionné à la faute. Mais il faut savoir que l'opération est dangereuse. La société civile devra être très vigilante pour que l'opération ne devienne pas un règlement de compte, capable d'introduire la terreur politique dans le pays.

Cependant, réussir cette partie du programme ne va pas suffire.

Cette politique indispensable et complexe pour rétablir la norme, n'exonère personne d'être intelligent pour préparer dès aujourd'hui la suite. D'abord en réduisant les surcharges, réelles et émotionnelles, pesant sur cet examen.

A l'imitation du système français des années, d'il y a un siècle, le bac pèse trop lourd. Il est un couperet, trop déterminant pour l'avenir des jeunes par rapport à son contenu réel de compétences. Poursuivre le projet de rééquilibrer, et aussi de sécuriser les notes de l'année, est nécessaire.

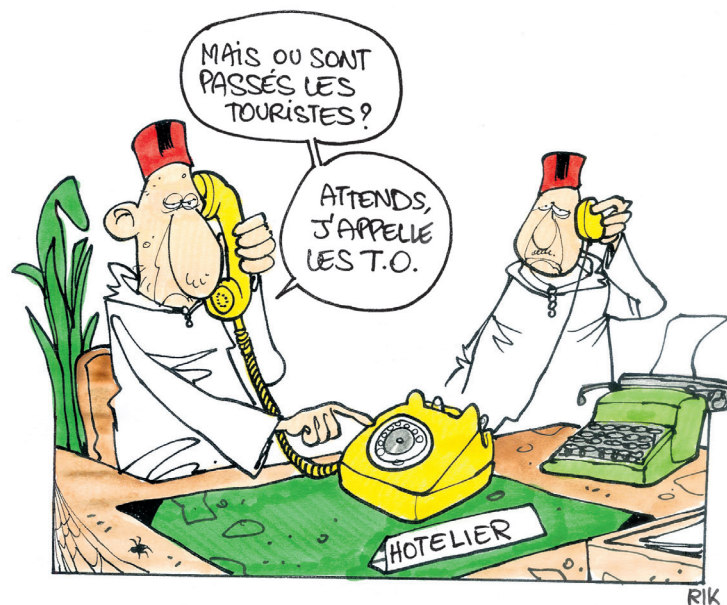
Et puis, cœur de toute l'affaire, il reste à ce qu'une majorité des enseignants se remettent à respecter leur métier et à se respecter eux-mêmes.

Et ce n'est pas qu'une question d'argent, de contrôle de présence et de compétences. A condition que les élus et leurs challengers cessent de voir dans l'enseignement des électeurs dont il faut flatter les manquements. □

Nadia SALAH

L'hôtellerie rate le train Internet

- Les sites orientent le touriste vers des hébergements alternatifs
- Les tour-opérateurs ne représentent plus que 25% de l'activité
- En grande difficulté, les hôtels blacklistés par le secteur bancaire



Voir Analyse pages 3 & 4

1,1 milliard de DH pour l'agriculture bio

L'INTERPROFESSION, récemment constituée, ambitionne d'ériger l'agriculture biologique en levier de croissance du revenu du petit producteur via la certification de 40.000 ha à l'échéance 2020. A cet effet, 1,1 milliard de DH est dédié dans

le contrat-programme. En attendant, la filière séduit de plus en plus les ménages marocains. Rien que dans les zones Casablanca et Rabat, pas moins de 63.000 tonnes de produits agricoles biologiques ont été consommés en 2015. □

Voir page 2

■ Réforme des retraites: Les syndicats divisés

■ Un fonds de garantie pour le notariat

Voir De Bonnes Sources

■ Affaire Moumni: Pourquoi l'Etat marocain veut faire appel

Voir page 21



Centrale Danone renouvelle ses ambitions

Entretien avec Didier Lamblin, nouveau PDG

Voir pages 8 à 10

Tanger/Industrie Les Chinois préparent le terrain

Voir page 6